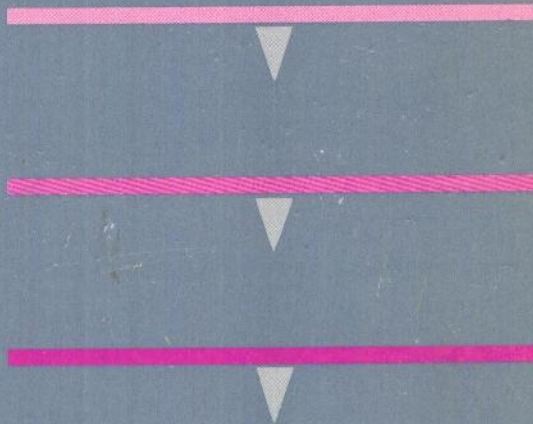


UNIVERSITÉS FRANCOPHONES



DROIT INTERNATIONAL PUBLIC

Raymond Ranjeva / Charles Cadoux



EDICEF/AUPELF

Dr 526

UNIVERSITÉS FRANCOPHONES



3693 $\frac{1}{1}$



DROIT INTERNATIONAL PUBLIC

Raymond RANJEVA – Charles CADOUX

EDICEF 1975

ISBN 2-87-06816-4

ISSN 0013-3948

EDICEF

58, rue Jean-Bleuzen
92178 VANVES Cedex

Plan de l'ouvrage

Avertissement	12
Introduction :	
Définition du droit international public	13
A. DÉFINITION TRADITIONNELLE	13
B. LIMITES DE LA DÉFINITION TRADITIONNELLE	16
Partie préliminaire :	
Les problèmes fondamentaux du droit international public	19
SECTION I : LA DIMENSION POLITIQUE DU DROIT INTERNATIONAL PUBLIC	20
1. La société internationale	20
2. Droit et relation de puissance au sein de la société internationale.....	21
SECTION II : LA NATURE JURIDIQUE DU DROIT INTERNATIONAL PUBLIC	23
1. Sanctions et droit international public	23
2. Fondement du caractère obligatoire du droit international public	24
SECTION III : LA MISE EN ŒUVRE DU DROIT INTERNATIONAL PUBLIC	25
1. Les techniques de mise en œuvre.....	25
2. Droit international et droit interne	28
Première partie :	
Les sources du droit international public	29
Titre I : Les traités et accords internationaux	33
Chapitre 1 : Notions générales	34
SECTION I : DÉFINITIONS	34
SECTION II : CLASSIFICATION DES TRAITÉS	35
SECTION III : EFFORTS D'HARMONISATION DU DROIT DES TRAITÉS	36
Chapitre 2 : La conclusion des traités	38

SECTION I : TRAITÉ EN FORME SOLENNELLE ET ACCORD EN FORME SIMPLIFIÉE	38
SECTION II : SPÉCIFICITÉ DES TRAITÉS MULTILATÉRAUX	40
1. Diversité des procédures de conclusion.....	40
2. Variété des traités multilatéraux.....	41
3. Les réserves.....	43
SECTION III : LE PROBLÈME DE LA VALIDITÉ DES ACCORDS INTERNATIONAUX	43
Chapitre 3 : L'application des traités.....	46
SECTION I : PRINCIPES GÉNÉRAUX RELATIFS À L'APPLICATION DES TRAITÉS	46
SECTION II : L'INTERPRÉTATION DES TRAITÉS	47
SECTION III : LES EFFETS DES TRAITÉS À L'ÉGARD DES ÉTATS TIERS	49
SECTION IV : L'INTRODUCTION DU TRAITÉ DANS L'ORDRE INTERNE	51
SECTION V : PROBLÈMES PARTICULIERS À L'APPLICATION DES TRAITÉS	52
Chapitre 4 : La modification et la fin des traités	55
SECTION I : LES MODIFICATIONS CONFORMES À LA VOLONTÉ DES PARTIES AU TRAITÉ	56
SECTION II : LES MODIFICATIONS CONSÉCUTIVES À DES FAITS EXTÉRIEURS À LA VOLONTÉ DES PARTIES	57
SECTION III : LE PROBLÈME DE LA RÉVISION DES TRAITÉS MULTILATÉRAUX	58
Titre II : les sources du droit international autres que les traités	59
Chapitre 1 : La coutume internationale	60
SECTION I : LA NOTION DE COUTUME INTERNATIONALE	60
SECTION II : LA PLACE DE LA COUTUME DANS LE SYSTÈME INTERNATIONAL CONTEMPORAIN	62
Chapitre 2 : Les principes généraux de droit reconnus par les nations civilisées.....	63
SECTION I : LE CONTENU DE LA NOTION	63

**SECTION II : LA PLACE DES PRINCIPES GÉNÉRAUX DE DROIT
DANS LE SYSTÈME INTERNATIONAL CONTEMPORAIN . 64**

Chapitre 3 : Les actes des organisations internationales 67

**SECTION I : LA VARIÉTÉ DES RÉOLUTIONS DES ORGANISATIONS
INTERNATIONALES 67**

**SECTION II : LA DISTINCTION RECOMMANDATION/DÉCISION
DANS LA CHARTE DES NATIONS UNIES 68**

**SECTION III : LA PLACE DES ACTES DES ORGANISATIONS
INTERGOUVERNEMENTALES DANS LE SYSTÈME
INTERNATIONAL 70**

*Titre III : Vers un élargissement du concept de « sources du
droit international » ? 73*

SECTION I : L'ÉQUITÉ 73

**SECTION II : LA DÉFINITION DE LA NORME INTERNATIONALE :
RIGUEUR ET ÉLASTICITÉ 75**

**Deuxième partie :
Les sujets du droit international public..... 77**

Titre I : L'État 79

Chapitre 1 : La souveraineté 80

SECTION I : LA SOUVERAINETÉ ET LE DROIT INTERNATIONAL 80

1. Souveraineté et accès immédiat au droit international 80

2. Les droits souverains de l'État 81

3. L'égalité souveraine des États 83

**SECTION II : LES CONSÉQUENCES JURIDIQUES
DE LA SOUVERAINETÉ 83**

1. La compétence nationale 83

2. Le principe de non-ingérence 86

Chapitre 2 : La personnalité internationale de l'État 88

SECTION I : LA FORMATION DE L'ÉTAT 88

1. Les critères matériels de l'État 88

2. Le critère juridique : un gouvernement effectif 89

SECTION II : LA RECONNAISSANCE	90
1. Les conditions de la reconnaissance	91
2. Les conséquences de l'acte de reconnaissance	93
SECTION III : LA SUCCESSION D'ÉTATS	95
1. Les hypothèses de succession d'États	95
2. Le régime de la succession	97
SECTION IV : LES MODULATIONS DE LA PERSONNALITÉ INTERNATIONALE ÉTATIQUE	99
Titre II : Les organisations internationales	101
Chapitre 1 : La nature conventionnelle de l'organisation internationale	102
SECTION I : L'ACTE CONSTITUTIF DE L'ORGANISATION INTERNATIONALE	102
1. Le traité multilatéral	102
2. Les particularités juridiques de l'acte constitutif	103
SECTION II : LA PLURALITÉ DES ÉTATS MEMBRES	103
1. La participation	103
2. La cessation de la participation	105
Chapitre 2 : La nature institutionnelle de l'organisation internationale	106
SECTION I : LA PERSONNALITÉ JURIDIQUE DE L'ORGANISATION INTERNATIONALE	106
1. La personnalité internationale	106
2. La personnalité interne	107
SECTION II : LES RÈGLES DE FONCTIONNEMENT DE L'ORGANISATION	108
1. Les structures de l'organisation internationale	108
2. La procédure de décision	113
SECTION III : LA COMPÉTENCE DES ORGANISATIONS INTERNATIONALES	115
1. Détermination des compétences	116
2. Typologie des compétences de l'organisation internationale	117
Titre III : Les personnes privées	119
Chapitre 1 : La nationalité, titre de compétence personnelle de l'État	120

SECTION I : LA NATIONALITÉ DES PERSONNES PHYSIQUES	120
1. La compétence nationale et le droit de la nationalité	120
2. Effets internationaux de la nationalité	123
SECTION II : LA NATIONALITÉ DES PERSONNES MORALES	125
Chapitre 2 : La condition internationale des personnes de droit privé	127
SECTION I : LA CONDITION INTERNATIONALE DES PERSONNES PHYSIQUES	127
1. Régimes internationaux spéciaux	127
2. La protection internationale des droits de l'homme	130
SECTION II : LA CONDITION INTERNATIONALE DES PERSONNES MORALES	135
Titre IV : Le peuple en droit international	137
SECTION I : LES DROITS DES PEUPLES	138
SECTION II : LES MOUVEMENTS DE LIBÉRATION NATIONALE	142
Troisième partie : Les espaces et le droit international	145
Titre I : L'espace terrestre	147
SECTION I : DÉFINITION ET DÉLIMITATION	147
SECTION II : LA COMPÉTENCE TERRITORIALE	149
Titre II : L'espace maritime Introduction historique	153
Chapitre 1 : La définition juridique des espaces maritimes	157
SECTION I : LES ESPACES MARITIMES TRADITIONNELS	157
1. Les eaux intérieures maritimes	157
2. La mer territoriale	158
3. La haute mer	158
SECTION II : LES INNOVATIONS DE LA CONVENTION DE 1982	161
1. Les créations nouvelles	161
2. Les développements des dispositions des Conventions de Genève	163
3. La question en suspens : la délimitation	166

SECTION III : LES FONDS MARINS AU-DELÀ DE LA JURIDICTION NATIONALE	168
1. Le patrimoine commun de l'humanité	168
2. Exploration et exploitation de la zone internationale des fonds marins	169
3. Le mécanisme institutionnel	172
Chapitre 2 : Le régime juridique des utilisations de la mer	174
SECTION I : LA NAVIGATION	174
1. Le passage inoffensif	174
2. Le passage en transit	176
SECTION II : LA PÊCHE	177
SECTION III : LA POSE DES CABLES ET DES OLÉODUCS	178
SECTION IV : LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET LE TRANSFERT DES TECHNIQUES	178
SECTION V : LA PRÉSERVATION DU MILIEU MARIN	179
SECTION VI : L'UTILISATION PACIFIQUE DES OCÉANS	179
Titre III : L'espace aérien	181
SECTION I : LA RÉPARTITION DES ESPACES AÉRIENS	181
1. L'espace aérien national	181
2. L'espace aérien international	182
SECTION II : LE RÉGIME JURIDIQUE DE LA NAVIGATION AÉRIENNE	183
1. Notion juridique d'aéronef	183
2. Les libertés de l'air	184
3. Les institutions de l'aviation civile internationale	186
4. Répression des infractions commises contre les aéronefs civils	189
Titre IV : L'espace extra-atmosphérique	191
SECTION I : LE DROIT DE L'ESPACE EXTRA-ATMOSPHÉRIQUE ET DES CORPS CÉLESTES	191
1. Le statut de l'espace extra-atmosphérique, la lune et les corps célestes	192
2. L'immatriculation des objets spatiaux et responsabilité	193
3. Le mécanisme de coopération internationale	195
SECTION II : LE RÉGIME DES TÉLÉCOMMUNICATIONS	196
1. Le régime traditionnel des télécommunications	196
2. Le régime juridique des télécommunications par satellite	197

Quatrième partie :	
Les rapports internationaux	199
Titre I : Rapports conflictuels	201
SECTION I : LE DROIT DES CONFLITS ARMÉS	201
1. Le droit de la guerre et son évolution	201
2. La neutralité	202
3. Contrainte, agression et légitime défense	203
4. Désarmement	204
SECTION II : LE DROIT HUMANITAIRE	205
Titre II : Le droit de la responsabilité internationale	207
Chapitre 1 : Les conditions de la responsabilité internationale	209
SECTION I : LE DOMMAGE	209
1. L'objet du dommage	209
2. Le caractère international du dommage	211
SECTION II : L'ILLICÉITÉ DU FAIT GÉNÉRATEUR	212
1. Notion de fait illicite	212
2. Les conditions exonératoires de l'illicéité	214
3. La responsabilité pour faits licites	216
SECTION III : L'ATTRIBUTION DU DOMMAGE	216
1. Le lien de causalité	217
2. Attribution à un sujet de droit international	217
Chapitre 2 : Les effets de la responsabilité	220
SECTION I : LA PROTECTION DIPLOMATIQUE	220
1. Les conditions d'ouverture de la protection diplomatique	220
SECTION II : LA RÉPARATION DU PRÉJUDICE SUBI	222
1. Droits en nature	222
2. Les droits à compensation	223
Titre III : Le règlement des différends	225
Chapitre 1 : Les modes diplomatiques à solutions non obligatoires	227
SECTION I : LE MODE DE RÈGLEMENT DIRECT ENTRE LES PARTIES	227

1. Les négociations	227
2. Les bons offices	228
SECTION II : LE MODE DE RÈGLEMENT RECOURANT À L'INTERVENTION D'UNE TIERCE PARTIE	228
1. La médiation	229
2. L'enquête	229
3. La conciliation	229
Chapitre 2 : Les modes de règlement obligatoire des différends	231
SECTION I : LES PRINCIPES FONDAMENTAUX DU CONTENTIEUX INTERNATIONAL	232
SOUS-SECTION I : LE DIFFÉREND JUSTICIABLE	232
1. La notion de différend international	232
2. Différends juridiques et différends politiques	233
SOUS-SECTION II : LE CONSENTEMENT DES PARTIES	235
1. L'expression du consentement de l'Etat	235
2. La liberté du choix du mode de règlement des différends	239
SECTION II : L'ARBITRAGE	239
SOUS-SECTION I : DÉFINITION ET ÉVOLUTION DE LA PRATIQUE ARBITRALE	240
SOUS-SECTION II : LE DROIT ARBITRAL	242
1. La compétence du tribunal arbitral	242
2. La procédure arbitrale	243
SECTION III : LE RÉGLEMENT JUDICIAIRE	246
SOUS-SECTION I : LA COUR INTERNATIONALE DE JUSTICE	248
1. La composition de la Cour	248
2. La compétence de la CIJ	251
SOUS-SECTION II : LES AUTRES JURIDICTIONS PERMANENTES INTERNATIONALES	254
1. Les juridictions permanentes à vocation spéciale	255
2. Les juridictions internationales permanentes à vocation régionale	257
Conclusion de la IV^e partie.....	261
Orientation documentaire et bibliographique	263

Universités francophones est la collection de l'Université des réseaux d'expression française (UREF). Cette dernière, qui fonctionne au sein de l'AUPELF comme une Université sans murs, a été choisie par le Sommet des Chefs d'État et de gouvernement des pays ayant en commun l'usage du français comme l'opérateur privilégié du Sommet en matière d'enseignement supérieur et de recherche.

Cette collection de manuels universitaires et d'ouvrages de référence s'adresse à tous les étudiants francophones. Elle est appelée à constituer une bibliothèque universitaire en langue française dont les ouvrages sont proposés à des prix modérés.

Le droit international public est-il du droit ? Question classique tant est parfois peu intelligible l'explication par le droit des faits et phénomènes internationaux. A cette question tente de répondre le présent manuel, conçu comme un guide d'initiation à la compréhension des difficultés liées à la formulation et à l'application de la règle de droit dans les relations internationales.

Le développement du nombre et de la qualité des acteurs de la vie internationale, la complexité croissante des problèmes qui ont pour cadre de solution la scène internationale et l'aspiration à un nouvel ordre international de solidarité et de justice n'ont pas remis en cause le statut de l'État souverain, pierre angulaire du droit international. Comment l'État souverain est-il amené à assurer l'effectivité de la règle de droit à laquelle, en dernière analyse, il a donné son assentiment, tel est le pari du droit international public.

Plan de l'ouvrage :

- *Problèmes fondamentaux du droit international public.*
- *Sources du droit international public.*
- *Sujets du droit international public.*
- *Régime juridique des espaces internationaux.*
- *Rapports internationaux.*



Agrégés des Facultés de Droit, les auteurs ont enseigné à Antananarivo (Madagascar) et dirigé tour à tour la Faculté de Droit et des Sciences économiques puis l'Établissement d'Enseignement supérieur de Droit, d'Économie, de Gestion et de Sociologie de l'Université de Madagascar. Ils sont membres de l'Académie Malgache, section des sciences morales et politiques.

Charles Cadoux, après avoir été directeur de l'Institut d'Études politiques d'Aix-en-Provence, est maintenant professeur de droit public et de sciences politiques à l'Université de Droit, d'Économie et des Sciences d'Aix-Marseille (U 3).

Raymond Ranjeva, ancien recteur de l'Université d'Antananarivo, est actuellement juge à la Cour internationale de Justice (La Haye).

France, DOM-TOM, Europe occidentale, Amérique du Nord et Japon : 140 FF • Autres pays : 70 FF (Prix préférentiel UREF)



I.S.S.N. 0993-3948
Diffusion HACHETTE, EDICEF ou ELLIPSES selon pays

Imprimé en France
S.S.Q.I. - PARIS

59.4370.9